

## L'extractivisme comme obstacle à l'innovation et au transfert technologique: cas de l'Algérie

Mourad Ouchichi

**Université de Béjaïa, Algeria**

[info@extractivism.de](mailto:info@extractivism.de) | [www.extractivism.de](http://www.extractivism.de)



## | The Author

**Mourad Ouchichi** est professeur et chercheur à l'Université de Bejaia en Algérie. Il est titulaire d'un doctorat en sciences politiques de l'Institut d'études politiques de Lyon, en France. Il est économiste et politologue et se concentre principalement sur les questions de développement, notamment en ce qui concerne les institutions politiques et économiques. Son travail se concentre sur les pays à économie de rente, en particulier en Afrique du Nord. Enfin, il s'intéresse aux études comparatives en sociologie de l'État et des pratiques économiques. Il est chercheur associé à [www.extractivism.de](http://www.extractivism.de).

DOI: [doi:10.17170/kobra-202309138765](https://doi.org/10.17170/kobra-202309138765)

**Extractivism Policy Brief** is an Open Access online publication downloaded freely at [www.extractivism.de](http://www.extractivism.de). Readers are free to share, copy, and redistribute this document in any medium or format for any purpose, even commercially, according to the the [Attribution-NonCommercial-NoDerivatives 4.0 Germany \(CC BY-NC-ND 4.0\)](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/). Conditions imply that no changes are made to the text, and writers and the [www.extractivism.de](http://www.extractivism.de) project are referenced correctly as the original. Extractivism Policy Briefs publish on social-economic, cultural, political, and timely topics concerning extractivism in both regions. Extractivism.de team is responsible for reviewing, fact-checking, editing, and publishing the final policy briefs. The opinions expressed in each publication are exclusive of the respective authors and do not necessarily reflect the views of the project. Extractivism.de cannot be held liable for any consequences concerning a policy brief following its publication.

© Extractivism.de, 2023, All rights reserved.

## IN SHORT

EN

- The paper analyzes the lack of cooperation between universities and companies in Algeria.
- There is a lack of incentives for knowledge transfer between academia and industry.
- University research in Algeria is insufficiently focused on the needs of industry.
- Limited financial resources and infrastructure are barriers to research and innovation.
- Algeria needs to improve university-industry collaboration and strengthen the research landscape.

DE

- Der Policy Brief beleuchtet die unzureichende Zusammenarbeit zwischen Hochschulen und Unternehmen in Algerien.
- Es fehlen Anreize für den Wissenstransfer zwischen Hochschulen und Industrie.
- Die universitäre Forschung in Algerien ist nicht ausreichend auf die Bedürfnisse der Industrie ausgerichtet.
- Begrenzte finanzielle Ressourcen und Infrastruktur sind Hindernisse für Forschung und Innovation.
- Algerien muss die Zusammenarbeit zwischen Hochschulen und Industrie intensivieren und die Forschungslandschaft stärken.

FR

- Ce document analyse le faible niveau de coopération entre les universités et les entreprises en Algérie.
- Il n'y a pas de mesures incitatives pour le transfert de connaissances entre le monde universitaire et l'industrie.
- La recherche universitaire en Algérie n'est pas suffisamment orientée vers les besoins de l'industrie.
- Les ressources financières et les infrastructures limitées constituent des obstacles à la recherche et à l'innovation.
- L'Algérie doit intensifier la collaboration entre l'université et l'industrie et renforcer le secteur de la recherche.

ES

- El documento analiza la falta de cooperación entre universidades y empresas en Argelia.
- Faltan incentivos para la transferencia de conocimientos entre el mundo académico y la industria.
- La investigación universitaria en Argelia no está suficientemente centrada en las necesidades de la industria.
- La limitación de los recursos financieros y de la infraestructura son obstáculos para la investigación y la innovación.
- Argelia necesita impulsar la colaboración entre la universidad y la industria y reforzar el panorama de la investigación.

# Introduction

A l'ère de l'économie fondée sur la connaissance la recherche scientifique est considérée comme une source incontournable du développement technologique. Ainsi, la recherche publique universitaire constitue désormais un puissant levier pour le développement technologique à travers la transformation de la recherche universitaire en produits technologiques (Etzkowitz, 1998 ; Rosenberg, 2009).

Ainsi, les politiques publiques des pays et régions s'intéressent désormais aux moyens à mobiliser pour renforcer les liens entre universités et entreprises. Elles analysent les résultats et les difficultés qui découlent de ces mutations. Depuis, la valorisation de la recherche est devenue un sujet très prisé par les économistes de l'innovation. Ils s'intéressent notamment aux relations tissées entre universités, centres de recherche publics et les entreprises (Laperche 2003, Laperche et Uzunidis, 2011). En effet, l'étroite collaboration entre l'université et l'industrie permettra aux entreprises de gagner un avantage international concurrentiel en matière d'innovation (D'Este, P., Perkmann, 2011).

En Algérie, la recherche universitaire demeure modeste et au stade théorique, ce qui ne répond pas aux besoins exprimés par l'industrie. En outre, les relations entre l'université et l'entreprise en Algérie sont désarticulées. Au lieu d'entretenir des rapports de coopération et de collaboration, ces acteurs s'aventurent dans des trajectoires opposées.

Pour mettre la recherche au service de l'industrie et rapprocher l'université des entreprises, plusieurs réformes ont été adoptées en Algérie, visant la mobilisation de la recherche universitaire pour le développement socioéconomique (loi, 98-11 ; loi 08-05, loi 15-21, loi 2-02). Cependant, ces réformes n'ont pas

abouti, comme on le verra plus loin, aux résultats escomptés. Il s'agit donc pour nous de comprendre l'origine de cette incapacité viscérale de l'Etat algérien à mener à bien plusieurs réformes qui en théorie devaient faire de l'université une pépinière de l'innovation et des entreprises un réceptacle des recherches universitaires et de transferts technologiques.

Dans les travaux universitaires consacrés à cette problématique de déconnexion entre l'université (la recherche publique) et l'entreprise en Algérie, la lacune est généralement expliquée par deux grands facteurs : I- les faibles liens entre la recherche et l'industrie en Algérie ; II- la question du financement de la recherche scientifique.

Notre hypothèse est toute autre ; bien que ces explications soient valides, elles demeurent néanmoins insuffisantes car elles relèvent plus de constat que de l'analyse proprement dite. En réalité, C'est la nature extractiviste et rentière de l'économie soutenue et entretenue par le système politique en place qui produit des formes institutionnelles (formelles et informelles) qui se dressent en obstacle devant l'innovation et le transfert technologique en Algérie.

Ainsi, après avoir exposé les explications avancées par les différents chercheurs sur la question, nous argumentons notre assertion en mettant l'accent sur deux principales idées ; premièrement, le marché n'est pas suffisamment développé pour imposer, à travers la concurrence, aux entreprises d'innover. Secundo, l'université et les centres de recherches, en tant qu'institutions, n'ont ni su, ni pu s'inscrire dans une perspective historique de dépassement du statut que le régime autoritaire et rentier leur a réservé.

## Les faibles liens entre la recherche et l'industrie en Algérie

Selon plusieurs auteurs, malgré les quelques tentatives enregistrées au cours des années 90, la collaboration universités-entreprises tarde encore à voir le jour en Algérie. Hormis certains contrats de coopération et de collaboration entre quelques universités et quelques entreprises publiques, il y a pratiquement une déconnexion entre les laboratoires publics et les entreprises. Les entreprises algériennes continuent de fonctionner sans la R&D et l'université persiste encore dans la recherche théorique (fondamentale) (Khelfaoui, 1997; Djeflat, 2012).

Les raisons de la déconnexion entre l'université et l'industrie sont liées à la fois à l'université et l'entreprise (Saad 2008, 2017). Du côté de l'université, plusieurs raisons sont à l'origine de cette déconnexion : le peu de temps consacré à la recherche ; l'orientation de la recherche vers la recherche théorique au lieu de la recherche appliquée et industrielle: physique, chimie,

biologie, informatique, géologie et biochimie ; l'accent mis sur la recherche au détriment du développement technologique (Djeflat, 2012). Du côté de l'entreprise, il y a une faible demande de technologies universitaires par les entreprises, l'orientation des entreprises vers les créneaux sans technologie et/ou utilisant les techniques les plus simples et depuis longtemps tombées dans le domaine public (Kheladi, 2016, 2017). Les entrepreneurs orientent leurs investissements vers les secteurs n'exigeant pas la concurrence par la recherche et l'innovation comme le BTP et les services (Djeflat, 2012 ; Kheladi, 2016, 2017).

Par ailleurs, l'autre explication avancée est relative au manque de financement public et privé consacré à la recherche scientifique, laquelle explication provient souvent des organisations internationales.

## De la question du financement de la recherche scientifique

Le niveau de financement de la recherche scientifique est aussi à l'origine des faibles performances technologiques de l'Algérie. Selon les statistiques de l'UNESCO (2021), le pourcentage du budget de recherche en Algérie n'a pas dépassé le seuil de 1% du PIB de 2000 à 2016 (Tableau ci-dessous). Selon les données de l'OCDE (2022), les dépenses en R&D de l'Algérie représentent 0,35 % du PIB annuellement, c'est

l'équivalent de 35 millions de dollars pour 2021. L'Algérie est très loin derrière, l'Égypte avec 1,2 milliard de dollars, et la Tunisie avec 50 millions de dollars. L'objectif annoncé dans les politiques scientifiques et technologiques, en Algérie, d'atteindre 1 % du PIB, demeure loin de la moyenne des pays émergents, qui tourne autour de 1,5 %.

Tableau 1 : Pourcentage du budget de recherche dans le PIB en Algérie<sup>1</sup>

Années	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2017
Budget de recherche en % du PIB	0,10	0,60	0,94	0,66	0,63	0,14	0,54

Par ailleurs, le secteur privé ne participe pas au financement de la recherche scientifique. C'est ce que montrent les statistiques de l'UNESCO sur l'intensité de

la dépense intérieure en R&D des entreprises. Ainsi, en termes de DIRD financée par les entreprises en 2017, la tête du classement est détenue par la Turquie en

<sup>1</sup> Source : Compiled by the author on the basis of UNESCO statistical data (2021)

devançant l’Egypte de 30,93 fois, l’Algérie de 61,41 fois et la Tunisie de 78,99 fois. Dans la région MENA, les entreprises algériennes figurent en dernière position. Ce position derrière tous les pays de la région MENA. Les entreprises turques arrivent en tête de classement, devançant les entreprises égyptiennes de 0,51 %, les entreprises tunisiennes de 0,42 % et les entreprises algériennes de 0,51 %.

constat est confirmé lorsqu’on observe le rapport DIRD exécutée par les entreprises en pourcentage du PIB en 2017, dans lequel nous retrouvons l’Algérie en dernière

Concernant la dépense intérieure de R&D financée par les entreprises en 2017, les entreprises algériennes sont devancées par les entreprises turques de 42,7 % et tunisiennes de 12,2 %.

**Tableau 2 : Intensité de la dépense intérieure en RGD des entreprises (Rang sur 167 pays, année 2021) <sup>2</sup>**

<b>Pays</b>	<b>DIRD financée par les entreprises en 2017 (en milliers de \$ PPA courantes)</b>	<b>DIRD exécutée par les entreprises en % du PIB en 2017</b>	<b>% de la DIRD financée par les entreprises en 2017</b>	<b>% de la DIRD exécutée par les entreprises en 2017</b>
Turquie	10 752 029,06	0,54	49,44	56,87
Qatar	166 415.28	0,06	09,25	12,15
Egypte	347 606,74	0,03	04,81	04,90
Jordanie	ND	ND	ND	ND
Maroc	ND	ND	ND	ND
Tunisie	136 114,93	0 ,12	18,94	18,50
Algérie	175 061,05	0 ,03	06,74	06,70

Dans la région MENA se sont les entreprises algériennes et égyptiennes qui se trouvent en bas du classement. Nous retrouvons le même constat lorsque nous observons le pourcentage de la DIRD exécutée par les entreprises en 2017, dans lequel nous retrouvons les entreprises algériennes en dernière position avec les entreprises égyptiennes. Les entreprises algériennes sont devancées par les entreprises turques de 50,17 % et les entreprises tunisiennes de 11,8 %.

Ces analyses aussi pertinentes les unes que les autres, nous semblent très insuffisantes. La raison en est qu’elles sont entachées par une malheureuse tradition de recherche, notamment en sciences économiques, laquelle tradition se veut être « neutre » et cloîtrée dans la démonstration exclusivement encadrée avec les statistiques. De ce fait, elle laisse échapper une grande partie de la réalité à l’analyse concrète des faits.

<sup>2</sup> Source : Etabli par nos soins à base des données statistiques de l’UNESCO (2021)

# La nature rentière et extractive comme explication globale de la faiblesse de l'innovation et du transfert technologique

La problématique de l'innovation et du transfert de technologie fait intervenir quatre Institutions ; le marché, l'Etat, les entreprises et l'université.

Le marché impose sa logique à travers la concurrence. Face à la pression de la concurrence nationale et internationale, les entreprises recourent à l'innovation et la recherche des transferts technologiques pour atteindre un niveau de rentabilité qui leur assure les parts du marché. Elles financent la recherche et tissent des liens avec l'université. L'Etat coordonne, oriente et encadre ce processus à travers des politiques publiques de recherches scientifiques. Le financement de la recherche scientifique est naturellement mixte : public/privé. Les parts de chacun varient d'un pays à l'autre.

Ce schéma présenté brièvement est inopérant, sinon faiblement articulé dans un Etat rentier comme l'Algérie.

La source de richesse en Algérie provient de la vente sur le marché international des hydrocarbures (97% des rentrées en devise de l'Etat). Cette situation fait que le marché national n'est pas suffisamment développé pour imposer ses formes de régulation. Il n'est, par conséquent, pas concurrentiel. Or, sans la pression qu'exerce la concurrence, les entreprises ne sont portées ni sur l'investissement dans la production de biens manufacturés, ni sur l'innovation. Ces entreprises s'inscrivent plutôt dans la recherche de gains faciles et de retours rapides d'investissement, en un mot la recherche de rentes plutôt que la création de la valeur ajoutée. En effet, selon les statistiques du ministère de l'industrie et des mines le poids de la PME industrielle dans la population totale des PME en Algérie est insignifiant. Le pourcentage de la PME industrielle n'a pas dépassé le seuil de 10 % de la population totale des PME durant la décennie 2010-2019<sup>3</sup>. De plus, les quelques entreprises faisant partie du secteur industriel en Algérie se contentent de simples transformations : transformation de poudre de lait importée en lait et

yaourts, transformation de blé en farine, transformation de farine en pâte, mise en bouteille d'eau et autres boissons. Des produits de base subventionnés par l'Etat. Les entreprises publiques sont quant à elles en majorité déficitaires depuis les années 1970 et ne vivent que de l'argent du trésor public<sup>4</sup>. Elles ne sont pas des entreprises au sens propre du terme, ce sont des entités administratives chargées des questions économiques (L.ADDI, 1990).

En ce qui concerne les universités et les centres de recherche, autres acteurs principaux de l'innovation, il est à souligner que l'université dans les pays à régimes autoritaires n'est pas conçue comme un lieu de production des idées et du savoir, mais comme une entité administrative chargée de produire des justifications « scientifiques » aux décisions politiques déjà prises. Elle n'est ni autonome ni productive. Ce manque d'autonomie se traduit par la stérilité de la production scientifique, la fuite des cerveaux sous toutes ses formes et un enseignement au rabais<sup>5</sup>. Cet état de fait, explique à lui seul le peu d'intérêt que porte l'université à la recherche scientifique innovante et ses faibles liens avec le monde des affaires et les entreprises.

Revenons maintenant à la question du faible financement de la recherche scientifique. Nous avons expliqué dans ce qui précède que l'environnement politico-économique dans lequel évoluent l'entreprise et l'université algériennes n'incite ni l'une ni l'autre à s'investir dans la recherche et développement. Ceci explique la quasi-absence du financement privé de la recherche scientifique. Un autre facteur, rendant presque impossible le financement hors public de la recherche scientifique, est relatif à la lourdeur et la rigidité de la réglementation en vigueur. Quant au financement public, il est non seulement faible comme il est constaté précédemment, mais centralisé et octroyé

<sup>3</sup> Ministère de l'Industrie et des Mines (2019), Bulletin d'informations statistiques de la PME, N°35, 1er semestre 2019.

<sup>4</sup> On pourrait se demander pourquoi l'Etat maintient un secteur public économique, dominant par ailleurs, or qu'il est déficitaire depuis des décennies. En fait le

secteur public en Algérie est un canal de distribution de la rente. C'est à se demander si le qualificatif public est adéquat car c'est un secteur anti-public. Il gaspille l'argent public.

<sup>5</sup> *Université désacralisée, recul de l'éthique et explosion de la violence* (2022), Koukou éditions, Alger.

d'une façon clientéliste et discrétionnaire. L'agrément des projets de recherche est plus en fonction de la proximité avec le personnel administratif (donc politique) que sur le contenu proprement dit.

Rationnellement, il est tout à fait légitime de se demander pourquoi un Etat se dresse comme obstacle à l'émergence d'un marché concurrentiel qui incite les entreprises à innover et l'université à répondre à cette demande. En outre, pourquoi les « vannes » de financements publics et privés ne sont pas ouvertes dans une perspective de création d'un outil de production national pour faire face à la concurrence internationale ? Cette problématique nous amène nécessairement à l'examen de la nature de l'Etat algérien et l'articulation entre le politique et l'économique qu'il impose.

L'Algérie accède à l'indépendance le 3 juillet 1962, après 132 ans de colonisation et une guerre de libération longue et meurtrière. La conduite de la guerre fut opérée par un seul parti, le FLN. Ce dernier se proclama, dès sa naissance, seul représentant légitime du peuple algérien. Il mobilisa l'ensemble de la société contre la présence coloniale. A l'instar des partis et des mouvements nationalistes de libération, le FLN n'était pas un parti politique au sens classique du terme, il n'était pas non plus un front uni. Il se posait comme le défenseur de toute la communauté face à l'ordre colonial. Les forces politiques lecol composant étaient certes issues de divers horizons, mais les dirigeants du FLN en guerre n'avaient pas jugé nécessaire de se doter d'un programme politique et d'un projet de société pour l'Algérie indépendante. Cependant, les conséquences de cette situation furent, une fois l'indépendance acquise, un puissant handicap pour le développement politique et économique de la société. À ce propos, il convient de rappeler cette réflexion combien significative de M. Harbi lorsqu'il souligne que : « *Il est certes un peu gratuit*

*de se demander comment les choses se seraient passées si le FLN, tout en s'en tenant à la lutte armée, avait opté pour une autre procédure d'unification des forces politiques. Mais la question mérite d'être posée, car le mot d'ordre 'd'abord l'action' deviendra 'd'abord l'armée' »<sup>6</sup>. A partir de là, s'est amorcé la privatisation de l'Etat en gestation et surtout sa militarisation. C'est ce qui explique le choix du modèle du parti unique et du système de planification centralisée adoptés au lendemain de l'indépendance jusqu'à 1988 ainsi que l'échec des multiples réformes politiques et économiques menées depuis.*

La notion de privatisation de l'Etat ou sa patrimonialisation renvoie à une situation historique où un groupe (ou plusieurs) d'individus investit l'Etat, monopolise le champ politique et interdit ainsi la compétition pour le pouvoir en se posant comme seul légitime représentant de « la communauté ». L'Etat devient un patrimoine semi-privé au service d'un pouvoir dont l'action politique et économique n'aura d'autres objectifs que de durer quel qu'en soit le prix. Les ressources économiques, dans ce cas de figure, deviennent un élément essentiel dans la compétition politique. De ce fait, le régime politique algérien ne peut s'accommoder ni avec le libéralisme politique, ni avec l'économie de marché. C'est ainsi qu'il se dresse comme un obstacle devant l'émergence d'une économie productive dans laquelle les agents économiques investissent dans l'innovation et la recherches et développement.

---

<sup>6</sup> Harbi, Mohammed, (1994), *L'Algérie et son destin croyants ou citoyens*, Medias éditions, Alger, p. 93.

## Conclusion

Le cadre institutionnel se trouve à l'origine de la déconnexion observée entre les acteurs du système d'innovation en Algérie. Si les initiatives de R&D en Algérie sont restées largement éloignées de la pratique industrielle, cela est dû à l'absence de mécanismes institutionnels qui facilitent les liens interactifs entre les universités (ou centres de recherche), l'industrie et les institutions de régulation. Après l'entreprise, ce sont les acteurs de la R&D qui ont été les plus impactés par le cadre institutionnel en vigueur.

Les institutions issues de l'économie rentière ont maintenu les acteurs économiques dépendants de la rente pétrolière. C'est la raison pour laquelle la majorité des entreprises a déserté les secteurs nécessitant la concurrence par la recherche et l'innovation (déposer des brevets, faire de la R&D, recruter des chercheurs, exporter des produits de hautes technologies, introduire de nouveaux produits issus de la recherche universitaire sur le marché). Ces entreprises se concentrent plutôt dans les secteurs qui ne font pas recours à la technologie tels que le commerce et le BTP pour profiter de la rente pétrolière. L'économie rentière a neutralisé les véritables acteurs de l'innovation industrielle qui peuvent agir sur les performances technologiques de l'Algérie.

En l'absence d'institutions efficaces le système d'innovation est voué à l'échec. « Il faut aussi un environnement qui stimule l'innovation et la croissance plutôt que les activités rentières. De profondes réformes institutionnelles sont nécessaires pour assurer l'émergence de l'environnement dans lequel les opportunités générées par la libéralisation et d'autres transformations structurelles pourront stimuler la croissance » (Byrd, 2003 ; p.69). Pour rattraper le retard qu'accuse l'Algérie en matière d'innovation et du développement technologique, l'Algérie doit introduire des institutions technologiques de médiation entre l'entreprise et l'université, des institutions financières de capital-risque. Cependant ces défis sont tributaires de la nature de la rationalité qui gouverne le modèle politico-économique dans sa globalité, lequel modèle est tributaire de la qualité des institutions le composant. En effet, comme le souligne, à juste titre, D. North (2003) « les organisations qui se constituent vont refléter les opportunités créées par la matrice institutionnelle. Si le cadre institutionnel récompense la piraterie, des organisations pirates seront créées ; s'il récompense les activités productives, des organisations – des firmes seront créées afin de s'engager dans des activités productives ».

# Références bibliographiques

- Agab, A., Ouchichi, M. (2021). Analyse des contre- performances de l'Algérie en matière de recherche et d'innovation technologique. *Les Cahiers du MECAS*, V°17 (4), 227-241.
- Byrd, W. (2003). Contre-performances économiques et fragilité institutionnelle. *Confluences Méditerranée*, 45 (2), 59-79.
- Djeflat, A. (1992). Recherche et développement et maîtrise technologique au Maghreb: les sources du blocage. *Cahiers du CREAD*, 29 (1), 73-88.
- Djeflat, A. (2012). L'Algérie, du transfert de technologie à l'économie de Savoir et d'innovation. Trajectoire & perspectives. *Les cahiers du CREAD*, 100, 71- 99.
- D'Este, P., Perkmann, M. (2011). Why do academics engage with industry? The entrepreneurial university and individual motivations. *The Journal of Technology Transfer*, 36, 316–339.
- Etzkowitz, H. (1998). The norms of entrepreneurial science: cognitive effects of the new university–industry linkages. *Research Policy*, 27, 823–833.
- Etzkowitz, H., Webster, A., Gebhardt, C., Terra, B.R.C. (2000). The future of the university and the university of the future: evolution of ivory tower to entrepreneurial paradigm. *Research Policy*, 29, 313–330.
- Harbi, M. (1994). *L'Algérie et son destin croyants ou citoyens*. Medias éditions.
- Kheladi, M. (2016). *L'Algérie pays immergeant. D'un géant sur papier à un géant en papier*. Edition l'Harmattan, Paris.
- Kheladi M. (2017). *Algérie: institutions et sous- développement*. Éditions universitaires européennes. Beau-Bassin, Maurice.
- Khelfaoui H. (1997). Connexion formation-industrie: les limites de la relation institutionnelle. *Cahiers du CREAD*, 41(3), 69-88.
- Laperche, B. (2003). Les critères marchands d'évaluation du travail scientifique dans la nouvelle économie. La science comme «force productive» et «outil marketing». *Innovations, Cahiers d'économie de l'innovation*, 17(1), 105-138.
- Laperche, B., Uzunidis, Di. (2011). Contractualisation et valorisation de la recherche universitaire. Les défis à relever par les universités françaises. *Marché et organisations*, 13(1), 107-136.
- North, D. (2005). *Le processus du développement économique*. Editions d'organisations, Paris.
- Ouchichi, M. (2014). *Les fondements politiques de l'économie rentière en Algérie*. Bejaia: DECLIC.
- Rosenberg, N. (2009). The Commercial Exploitation of Science by American Industry. *Studies on Science and the Innovation Process*, 7–39.
- Saad, M., Zawdie, G., & Malairaja, C. (2008). The triple helix strategy for universities in developing countries: the experiences in Malaysia and Algeria. *Science and Public Policy*, 35(6), 431–443.
- Saad, M., Datta, S., & Razak, A. A. (2017). University–industry relationships in developing countries: Opportunities and challenges in Algeria, Indonesia, Malaysia and India. *International Journal of Technology Management & Sustainable Development*, 16(2), 175–190.
- Saad, M., Guermat, C., Boutifour, Z. (2020). The interaction between academia and industry and its impact on national innovation capacity: The case of Algeria. *Industry and Higher Education XX(X)*, 1-11.

---

# EXTRACTIVISM

---

## | The Project

The collaborative research project ***extractivism.de*** links the Universities of Kassel and Marburg. The project scrutinizes the extractivist development model and proposes new economic, political, and sociological conceptions of extractivism. It preliminarily focuses on Latin America and the Maghreb patterns. The project researches the conditions under which these patterns affect the persistence and transformative capacity of extractivism and its respective institutional settings. Finally, it explores how extractivism affects cultural processes and habitual routines and questions under what conditions and how far the development model extends into institution-building and social practice, i.e., everyday life.

The project aims to understand extractive societies not as deviants from the Western trajectory of development but in their own logic and their own particularities. The project, therefore, combines a strong empirical focus with theoretical work. It links both broad field research and data gathering of primary data and the qualitative and quantitative analysis of available secondary sources with a stringent transregional comparison. It develops methods in cross-area studies and investigates whether and why similar patterns of social change emerge in different areas and world regions despite significant cultural, social, or religious differences. Finally, the project intends to translate the findings for politics, society, and development cooperation.

Please visit [www.extractivism.de](http://www.extractivism.de) for further information.